

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES**

---

**Direction des Archives et de la Documentation**

**COLLECTION DES ARCHIVES ORALES**

**AO8**

**ROLAND JACQUIN DE MARGERIE**

**(6 mai 1899 - 13 juillet 1990)**

**Ambassadeur de France**

**Entretien n° 2 du 12 octobre 1983**

**Par**

**Maurice Vaïsse et Cécile Pozzo Di Borgo**

**R. de Margerie** : Un appel téléphonique du Commissaire m'appela à Paris et c'est la dernière fois que je vis Nancy sous la neige comme à l'époque du roi Stanislas exactement. Aussitôt arrivé à Paris, Henri Hoppenot me dit qu'il s'agissait pour moi de remplacer le brancardier Étienne de Crouy-Chanel qui était parti. Je vous avais dit tout ça, je crois. Alors je répondis que j'acceptais, que je me réservais le droit de repartir pour le front si c'était nécessaire.

Le général de Lattre de Tassigny me fit l'honneur de m'inviter à dîner avant que je ne partisse et alors, après le dîner, il avait pris le commandement de la 14e Division d'Infanterie, on lui reprochait de faire de la démagogie, d'être beaucoup plus près de la troupe que des cadres, bref, il m'interrogea le premier sur cette bizarre période qui précéda. Et puisqu'il fallait lui dire la vérité, je la lui dis sans ambages, trop de choses depuis septembre 1939 me décourageaient, m'affligeaient, me faisaient tout craindre du jour où la bataille commencerait vraiment pour qu'il me fût possible de me taire devant un homme dont je savais qu'il brûlait de combattre et que toute inertie lui était étrangère. Je lui décrivis donc tout ce qui faisait des raisons de mon pessimisme et de ma profonde déception, l'apathie craintive du commandement, un monde avant tout soucieux d'éviter des complications et des ennuis, l'enlisement dans la routine et dans la conviction que la guerre se gagnerait dans l'inaction, l'absence chez les uns et chez les autres de ce sursaut national qui fait croire la patrie en danger, le danger des hommes et l'insuffisance du matériel. J'en avais gros sur le cœur et me laissais aller.

Le Général ne m'interrompit que par de nouvelles questions. L'heure vint du dîner qui ne dura qu'une heure et l'entretien dura jusqu'à une heure du matin. Je me souviens que, à un certain moment où je lui expliquais qu'il avait fallu désigner des volontaires pour les corps francs alors que l'on en cherchait partout, il donna un coup de poing sur son bureau, se leva et se mit à se promener de long en large en répétant « *Nous sommes dominés, nous subissons, nous subissons* ». Il ne se faisait aucune illusion sur la situation de nos armées et sur leur pourrissement dans l'inaction et quelques semaines plus tard je trouvais les mêmes clairvoyances chez notre attaché militaire à Londres, le Commandant de Brantes.

**M. Vaïsse** : Cette conversation avec le général de Lattre de Tassigny se passe pendant l'hiver 1940 ?

**R. de Margerie** : Pendant l'hiver 1940, en février 1940 exactement. Au milieu de la nuit le général de Lattre me fit conduire à Nancy en automobile et je ne devais le revoir qu'une douzaine d'années après à Paris.

Le soir même du 19 février, je m'installais dans une petite chambre du vieux fort. Ainsi s'achevait par une promotion d'ailleurs car je fus peu de temps après nommé capitaine en service dans un corps de troupe, il ne répondit en rien à ce que j'avais imaginé ni à ce que j'avais souhaité, désormais officier d'État-Major je perdrais toutes chances de prendre part directement à d'éventuels combats. Pour l'instant, il ne s'en produisait pas mais le jour viendrait où il s'en produirait et tout permettait d'augurer mal de ces combats.

L'entourage du général Gamelin se composait de son conseiller principal, le colonel Petitbon qui possédait toute sa confiance et jouissait donc d'une influence considérable, ancien professeur à Saint-Cyr il avait accompagné au Brésil le commandant en chef pour revenir auprès de lui en 1934 pour ne plus le quitter depuis. De plus, il s'intéressait à ce que faisait Crouy-Chanel qui lui remettait chaque jour une note qu'on avait baptisée le roman et qui constituait un récit un peu coloré des faits.

Auprès du commandant Petitbon, le lieutenant-colonel Simon, le commandant Deleuze et le commandant Vinar formaient une section des opérations surnommée le « Laboratoire ». En fait d'expériences, il leur fallait tenir compte, ainsi que le commandant de Lermite (beau-frère de l'écrivain Gautier-Vignal que je connaissais bien), le capitaine Huet et le capitaine de Mongeamon officier d'ordonnance du Général. Une autre partie était dirigée par le général Boideleau.

La vie était fort simple, l'ordinaire aussi, des chevaux de selle étaient à notre disposition, je n'en usais d'ailleurs, pas parce que je n'avais pas le temps en fait pendant la drôle de guerre, le général Gamelin n'était pas fort occupé d'autant plus que le commandement

des Armées françaises du front occidental était assuré par le général Georges<sup>1</sup>. Aussi pouvais-je aisément l'atteindre dès que Leger me chargeait pour lui de quelques communications. Le commandant en chef s'ennuyait et lisait beaucoup et il eut l'occasion de lui recommander un livre qui lui a beaucoup plu et était un livre qui s'appelait « Carajacum ».

Par mes amis anglais j'en savais bien plus long sur ce que l'on pensait et l'on faisait dans leur pays que je n'en pouvais connaître au sujet du mien. Quant à moi je m'efforçais dans leur correspondance de leur donner conscience de l'ordre moral de nos armées.

Un ancien ministre des États-Unis à Prague, Lewis Einstein, je trouve ceci dans une lettre que je lui adressais le 29 décembre : « *La guerre reste aussi paradoxale, en certains points les trains arrivent paisiblement jusqu'à quelques centaines de mètres des barbelés allemands, on croirait que le perfectionnement des méthodes de meurtres a conduit provisoirement à une sorte d'indifférence à l'égard de leur emploi, on ne cherche plus à tuer mais à pourrir* ».

J'ai là un épisode sur Brauchitsch<sup>2</sup> qui n'est pas très intéressant. Ces impressions resteraient incomplètes si je ne disais un mot de l'importance que prirent pour moi depuis septembre 1939 les lettres que je recevais aux Armées. Il y en avait beaucoup de collègues du Quai d'Orsay retenus à leur poste qui m'enviaient d'avoir réussi à m'évader et, parmi eux, les plus âgés ne faisaient pas exception. Ainsi, André François-Poncet, qui dans son ambassade à Rome surveillait les allées et venues mussoliniennes, m'écrivait le 13 octobre : « *Souvent je me demande si je ne ferais pas mieux de vous imiter car cette attitude qui vous a poussé je la connais bien. J'ai confiance en l'avenir, je crois à l'hubris, à la validité des grandes fables grecques je vois moins ce qu'il faudra conseiller de mettre à la place de ce qui est et qui n'a pas tenu et qui a tout renversé, il faudrait des réformes indispensables.* » Quant à mes amis de Londres ils m'écrivaient régulièrement.

---

<sup>1</sup> Alphonse Georges est un officier d'origine très modeste qui, grâce à ses talents et à son travail, a réussi à faire une carrière exceptionnelle. Né en 1875, sorti de Saint-Cyr en 1897, tout lui réussit jusqu'en 1935. À cette date, il devient adjoint du général Gamelin qui commande alors l'armée française.

<sup>2</sup> *Walther von Brauchitsch est un militaire allemand, Generalfeldmarschall du Troisième Reich, né le 4 octobre 1881 à Berlin et mort le 18 octobre 1948 à Hambourg. Il est commandant en chef de l'armée de terre allemande (Heer) de 1938 à 1941, notamment au cours des deux premières années de la Seconde Guerre mondiale.*

Pendant que j'étais au Conseil d'État où je n'avais pas grand-chose à faire et où on me laissait pas mal de loisirs que j'ai utilisé à écrire tout ça.

Ici j'ai écrit un journal d'officier de liaisons au Grand Quartier Général et dans ce journal il y a des choses intéressantes. Il commence le 20 février 1940 par une conversation avec le général Gamelin à qui je montre les télégrammes de M. Corbin sur sa conversation avec M. Neville Chamberlain d'où il résulte que le gouvernement britannique ne croit pas pouvoir accélérer le mouvement des troupes anglaises destinées à la Scandinavie. Le Premier Ministre paraît être d'avis que les Suédois n'accorderont pas le droit de passage aux forces alliées et préféreront encore envoyer leurs propres forces en Finlande plutôt que de laisser les troupes franco-anglaises traverser leur territoire.

Le Général s'étonne de cette affirmation et j'insiste auprès du Général à la lumière des informations données par Hoppenot sur l'effort que nous faisons à Paris pour que l'affaire de l'Altmark<sup>3</sup> soit vivement exploitée en Scandinavie. Je rends compte, le 21 février, à Leger de ma conversation de la veille avec le Général, il se montre même favorable au maintien des dates prévues pour l'embarquement de nos chasseurs et il s'en sert pour presser les Anglais.

En ce qui concerne l'entreprise franco-anglaise en Scandinavie, il insiste encore une fois sur le caractère avant tout antiallemand qu'elle doit présenter. Il ne s'agit pas de s'égarer vers l'Est, Arkhangelsk<sup>4</sup> par exemple, comme l'État-Major semblait tout d'abord y penser. Cela ne ferait que nous détourner de notre objectif principal tout en justifiant les affirmations de ceux qui prétendent vouloir nous livrer à une croisade antirusse. Il faut dire qu'à ce moment-là Leger était en butte aux attaques des journaux qui lui reprochaient de vouloir faire la guerre aux Russes et qu'il se défendait comme il pouvait contre ces attaques.

**M. Vaïsse** : Mais est-ce qu'il n'y avait que lui qui avait cette idée de faire la guerre aux Russes ?

---

<sup>3</sup> L'incident de l'Altmark est une escarmouche navale de la Seconde Guerre mondiale entre le Royaume-Uni et l'Allemagne nazie. Elle se déroule le 16 février 1940 dans les eaux alors neutres de la Norvège.

<sup>4</sup> Arkhangelsk est une ville portuaire de Russie et la capitale administrative de l'oblast d'Arkhangelsk.

**R. de Margerie** : Il avait une idée fixe qui était le Caucase et le pétrole du Caucase, lui et le Quai d'Orsay pensaient à peu près de même sur ce sujet et puis nous allons voir comment ça s'est développé et comment cela a pris fin par un non-recevoir.

Je fis remarquer à Leger qu'il y a tout de même quelque chose de fondé dans l'observation de Neville Chamberlain à Corbin, à savoir qu'il suffit d'un geste suédois pour bloquer le chemin de fer de Narvik<sup>5</sup> à Luleå<sup>6</sup> et, par conséquent, pour arrêter toute l'entreprise. Leger n'est pas de cet avis, il lui semble avantageux, en toute hypothèse, d'occuper les ports norvégiens pour arrêter le trafic du minerai à destination du Reich par Narvik et pour obliger les Allemands à s'éparpiller en intervenant en Norvège. Des ports norvégiens, en outre, l'aviation alliée pourrait intervenir dans le golfe de Botnie<sup>7</sup> et gêner les exportations de fer à destination de l'Allemagne.

Rentré à Vincennes, je trouve le Général très mécontent de la tournure que prend toute l'affaire. En premier lieu, les Anglais viennent de savoir que leurs premiers embarquements ne pourront avoir lieu avant le 20 mars retardant ainsi les nôtres jusqu'au 30.

Naturellement, dans toute cette affaire, une chose infime a joué un rôle primordial, la préséance entre généraux anglais et généraux français. De même que la seule conversation d'une heure et demie que j'ai eue avec le colonel Petitbon pendant tout mon séjour au Grand Quartier portait sur les décorations anglaises et leur assimilation.

Le général Gamelin se plaint avec aigreur d'une lettre inadmissible qu'il vient de recevoir du général Sikorski<sup>8</sup> au sujet de la participation de la brigade polonaise. Il semble en effet qu'une mise au point s'impose en ce qui concerne l'expédition qui est en panne.

---

<sup>5</sup> Narvik (en lapon du nord *Áhkanjárga*) est une ville du comté de Nordland en Norvège.

<sup>6</sup> Luleå (Luleju en same) est une ville suédoise située au nord de la Suède dans la région du Norrbotten.

<sup>7</sup> Le golfe de Botnie (en suédois : *Bottniska viken*, en finnois : *Pohjanlahti*) est situé dans la mer Baltique, entre les côtes finlandaises à l'est et les côtes suédoises à l'ouest.

<sup>8</sup> Le général *Władysław Sikorski*, né le 20 mai 1881 à Tuszów Narodowy et mort le 4 juillet 1943 à Gibraltar, est un militaire et homme d'État polonais, qui fut général et chef des forces armées polonaises, et occupa le poste de Premier ministre du gouvernement polonais en exil de 1939 à 1943.

Hoppenot me téléphone que Leger a eu connaissance par M. Daladier de la lettre du général Sikorski et Leger me dit à 16h que l'entretien de la rue Saint-Dominique a été fort décevant, le général annonçant avec un petit sourire satisfait le retard des Anglais comme quelqu'un qui juge, non sans plaisir, toute l'entreprise compromise de ce fait. M. Daladier, bien entendu, se montre prêt à jeter le manche après la cognée. « *Dans ces conditions, puisqu'à Londres on ne veut plus rien faire je n'ai plus qu'à appeler Flandin<sup>9</sup> pour discuter de la paix avec les Allemands* », me dit textuellement Leger à ce moment-là.

À propos des Polonais aussi, le Président du Conseil montre beaucoup d'agacement. Il va jusqu'à déplorer l'accord militaire avec eux pour la constitution d'une armée surtout riche en généraux. Discussion parfaitement stérile d'où il n'est rien sorti.

**M. Vaïsse** : Mais la réflexion de Léger est tout à fait étonnante parce que, si j'ai bien compris, il vous dit : « *Je n'ai plus qu'à faire appeler Flandin...* »

**R. de Margerie** : C'est Daladier qui a dit ça. Leger ne pensait pas du tout de la même façon mais Daladier me l'a dit.

**M. Vaïsse** : C'est extraordinaire !

**R. de Margerie** : C'est extraordinaire. Je vais le 23 février chercher chez l'ambassadeur d'Angleterre qui déjeune avec le Général, il n'est pas question de guerre ou de politique sauf un instant entre l'ambassadeur et le Général, le premier se faisant l'écho des inquiétudes de Sir Edmund Ironside<sup>10</sup> quant à la valeur du contingent polonais destiné à la Scandinavie.

Entretien entre Corbin, Daladier et le Général le 20 février :

---

<sup>9</sup> Pierre-Étienne Flandin, né le 12 avril 1889 à Paris 16<sup>e</sup> et mort le 13 juin 1958 à Saint-Jean-Cap-Ferrat (Alpes-Maritimes) est un avocat et homme d'État français.

<sup>10</sup> William Edmund Ironside (6 mai 1880 - 22 septembre 1959) est un officier de l'armée de terre britannique qui a servi comme chef d'état-major général impérial durant la première année de la Seconde Guerre mondiale.

Au fond je crois que je ferais mieux de vous donner ceci à lire parce que c'est plus clair et que...<sup>11</sup>

**M. Vaïsse** : Oui, ça serait extrêmement précieux d'avoir ce document parce que vous êtes évidemment un témoin et même un acteur privilégié puisque vous avez vu de très près les principaux personnages et ce journal est vraiment une source de première main.

**R. de Margerie** : Je vous le passerai à la fin de la conversation.

Ici il y a quelque chose d'intéressant. Le Général s'est dit d'accord avec mes vues, j'ai rédigé les conclusions de mon exposé de façon à souligner la nécessité de n'adresser aucune offre à Mussolini dans la politique personnelle d'hostilités pour nous et d'amitiés avec l'Allemagne qui heurtent les sentiments de beaucoup d'Italiens. Le Général s'est dit d'accord avec ces vues et tire de sa poche une lettre de notre attaché militaire à Rome, le général Parisot, dont il me lit certains passages : « *Au cours d'un récent dîner avec le Maréchal Badoglio, celui-ci a déclaré que nous pouvions dormir sur nos deux oreilles aussi longtemps qu'il serait en place* ». Le Maréchal a ajouté que « *nous ferions bien de ne pas perdre de vue les Pays-Bas tant que les Allemands restent fixés sur l'Angleterre* ».

« *L'Etat-Major italien d'autre part ne croit guère à la fameuse arme secrète que certains prêtent à l'Allemagne à moins qu'il ne s'agisse peut-être de projectiles thermiques<sup>12</sup>) à longue distance* ». Il se plaint d'autre part du manque de psychologie des Anglais qui irritent les Italiens par des chicanes de blocus et qui s'efforcent d'obtenir des livraisons d'armes à la faveur de négociations qu'ils poursuivent avec Rome. Des livraisons ont déjà eu lieu à la France et le général Gamelin croit d'ailleurs que l'Italie a beaucoup trop besoin de matériel de guerre pour vouloir s'en dessaisir au profit des belligérants.

Quand je demande au Général s'il est d'accord en principe avec les conclusions de ma note, à savoir qu'il convient d'éviter toute ouverture vis-à-vis de Mussolini dans les circonstances actuelles, il me répond par l'affirmative mais il ajoute un certain nombre de réflexions qui me paraissent extrêmement surprenantes car il en résulte que la seule

---

<sup>11</sup> Phrase inachevée

<sup>12</sup> Mot inaudible



intervention italienne qu'il envisage comme possible est une intervention à nos côtés. Il croit, sans vouloir émettre d'opinions sur les résultats et sur la possibilité diplomatique d'une telle conversation, que nous aurions pu à la rigueur aborder le Duce en novembre mais maintenant une telle tentative serait vaine. L'Italie ne pourrait être éventuellement amenée à prendre parti en notre faveur que si elle voyait l'armée allemande sérieusement accrochée quelque part faute de quoi elle craindrait toujours de voir la masse germanique disponible se déverser sur la Lombardie comme sur un terrain possible.

Je signale au Général, tant ses vues me surprennent, que François-Poncet, pour sa part, n'exclut d'aucune façon l'hypothèse d'une intervention italienne contre nous même s'il admet un côté personnel dans l'hostilité que nous porte Mussolini.

**M. Vaïsse** : Mais à votre avis, M. l'ambassadeur, à quoi imputer cette croyance du général Gamelin concernant l'Italie?

**R. de Margerie** : Le général Gamelin croyait que parce qu'il avait de bonnes relations avec le maréchal Badoglio il ne risquait rien.

*Enregistrement interrompu*

Pour que vous les lisiez et que vous voyiez s'il y a des points sur lesquels vous avez des explications à demander. Il y a un chapitre central qui s'appelle « Réflexions après quinze jours de liaisons entre le Quartier Général et le ministère des Affaires étrangères ». Là, je vise à critiquer très sévèrement le Quartier Général et je conclus par la phrase suivante : « *Ainsi se trouve évité en apparence et dissimulé plus tôt et sans doute retardé seulement le conflit entre la Direction Civile et la Direction Militaire de la guerre qui a usé de tant de forces et tant d'hommes de 1914 à 1918* ». Alors je vous passe ceci.

**M. Vaïsse** : Je vais le remettre aux Archives.

**R. de Margerie** : La façon dont j'ai été nommé au Cabinet Paul Reynaud qui a été assez curieuse parce que je n'avais qu'une idée qui était d'éviter ce poste et le colonel de Villelume a d'abord été désigné. Puis, un beau soir, à 8h du soir, il me téléphone et il me

dit : « *Tout est changé, je ne suis plus Chef de Cabinet et je suis chargé par M. Paul Reynaud de vous proposer le poste* ». Alors j'ai dit : « *Je demande à réfléchir* ». J'ai réfléchi, j'ai vu Leger, Hoppenot et Rochat et après ça j'ai pris ma décision qui était d'accepter parce qu'il me semblait qu'en temps de guerre ça ne pouvait pas se refuser. J'ai d'ailleurs proposé au colonel de Villelume, ce qui l'a mis dans une vive colère. Je l'ai su plus tard, un poste à mon cabinet puisqu'il n'était pas chef du Cabinet mais il a déclaré qu'il préférerait continuer à faire les liaisons entre le ministère de la Guerre et le ministère de...<sup>13</sup>

Je m'étais installé le 24 mars au rez-de-chaussée du Quai d'Orsay dans un bureau qu'occupait à la fin de la Première Guerre Jules Cambon et où j'allais le voir pour lui porter des papiers de la part de mon père qui était à ce moment-là directeur Politique. Moi j'étais tout jeune, j'avais 40 ans exactement, il me pinçait l'oreille en m'appelant scélérat comme il le faisait à Madrid vingt-cinq ans plus tôt quand j'étais enfant. La matinée se passa à organiser le travail. M. Corbin vient alors l'après-midi et me proposa un certain nombre de choses qui furent contrariées dans les jours suivants par un défilé ininterrompu de visiteurs.

Le premier en date fut Walter Lippmann le célèbre journaliste américain, il revenait de Belgique et des Pays-Bas et il en rapportait des impressions que ces deux nations iraient où les entraîneraient les Alliés et qu'il avait eu une conversation avec le roi Albert. Après lui, Robert de Saint-Jean et j'ai eu beaucoup de peine le 26 mars au milieu des gens qui envahissaient sans arrêt mon bureau à dicter pour M. Paul Reynaud une note détaillée sur la question des mines fluviales. En effet, cette question avait occupé, comme vous le verrez, la dernière partie de mon temps passé comme agent de liaisons entre les deux maisons.

**M. Vaïsse** : C'était l'opération « Royal Marine », c'est bien ça ?

**R. de Margerie** : C'est cela, l'opération « Royal Marine » et tout le monde en était partisan sauf Daladier, sauf le général Gamelin qui n'y croyait guère et sauf le Président Lebrun qui y était hostile parce qu'il pensait que ça attirerait sur nous des représailles en

---

<sup>13</sup> *Phrase inachevée*

nombre considérable et que par conséquent il valait mieux ne pas tenter cette opération. Cette histoire a occupé tout mon temps pendant que j'étais au cabinet et la plus importante des décisions pratiques prises à Londres d'un commun accord visait l'exécution prochaine du plan des mines fluviales. Nous savions en nous envolant de Hendon à 5h de l'après-midi que M. Paul Reynaud aurait besoin de tout son pouvoir et de toute son autorité pour triompher sur ce point de vue des résistances qu'il rencontrerait à Londres.

De fait, quand le général Jamet vint m'apporter le lendemain les procès-verbaux des derniers comités de guerre tenus à ce sujet, j'ai appris que le Président de la République, pourtant chapitré dans la matinée, s'était déclaré l'adversaire déclaré de cette entreprise.

M. Leger qui se chargea d'endoctriner Darlan et le général Villemin, de mon côté je fis venir le colonel Petitbon pour qu'il se chargeât d'informer le général Gamelin. Tous ces efforts furent dépensés en vain devant l'opposition irréductible de M. Daladier dont M. Paul Reynaud que le général Gamelin avait correctement soutenu, fit prendre acte au procès-verbal et il ne pouvait être question de mener l'opération sans lui et contre sa volonté.

**M. Vaisse :** Et vous-même, est-ce que vous étiez vous-même partisan de cette opération ?

**R. de Margerie :** Ah oui, elle me paraissait indispensable comme une des seules choses possibles que l'on pût pour porter un coup quelconque aux Allemands à ce moment-là.

Là-dessus, je fus envoyé à Londres pour douze heures et pour essayer de chapitrer les Anglais et leur faire prendre patience et je dînais le soir avec le colonel de Villelume qui croyait savoir que le général Georges était également hostile à l'affaire et que le général Gamelin était de son avis et jugeait ce dernier très faux. Il était urgent aux yeux du colonel de Villelume de le remplacer. J'entendais pour la première fois cet avis qui pesa certainement dans la suite sur la décision de M. Paul Reynaud.

Le lendemain 31 mars, je passais une journée à Londres et je ne sais comment je parvins à résister le 1er avril aux dix-sept visiteurs diplomates, militaires, marins, journalistes

que je retrouve notés sur mon agenda, parmi eux se trouvait le comte Richard Coudenhove-Kalergi, que vous connaissez, et arrivé à Paris et dont je me félicitais de pouvoir comparer les vues avec celles de son collègue au Vatican, M. François-Poncet et M.<sup>14</sup>

Dans ces conditions quel parti prendre pour essayer d'éviter le pire ?

Trois possibilités :

- Inviter Mussolini à choisir entre la belligérance et la neutralité ;
- Faire au Duce des offres concrètes pour acheter sa neutralité ;
- Procéder devant la Chambre des députés, etc.

L'exposé de M. Charles-Roux me frappa par son caractère à la fois pondéré et positif. Ce que me dit M. François-Poncet s'inspirait d'un pessimisme beaucoup plus profond. Il s'inspira d'abord de critiques rétrospectives et alors là-dessus je parle des critiques qu'il formula.

Il était tôt dans la matinée du 3 avril quand la porte s'ouvrit. Je vis entrer un officier de char aussi grand que mince qui portait cinq galons sur sa manche. Je sautai sur mes pieds et me nommai. Il se nomma : Colonel de Gaulle. Je savais déjà ses relations avec M. Paul Reynaud et que celui-ci l'avait appelé à Paris dans le dessein de lui confier un poste important qui l'associerait à la conduite de la guerre mais je ne l'avais jamais rencontré encore. Le colonel de Gaulle s'assit et entreprit de m'expliquer les difficultés auxquelles il se heurtait de tous côtés dans ses efforts pour mettre sur pied auprès du Conseil de Guerre, un organisme restreint et pourvu d'une autorité suffisante pour exercer une action véritable. Il s'agissait de créer un Secrétariat de Guerre, le Président du Conseil hésitait à en confier la direction à un civil, M. Paul Baudoin, directeur de la Banque d'Indochine, ou à en charger le colonel de Gaulle. Comme il va sans dire le ministère de la Défense Nationale et le Grand Quartier Général se montraient également hostiles à ce projet dont l'adoption aux yeux de M. Daladier et aux yeux du général Gamelin eût entraîné de dangereux empiètements sur leurs prérogatives.

---

<sup>14</sup> *Nom manquant*

Le colonel de Gaulle se proposait, s'il parvenait à imposer ses vues, ou s'il était adjoint de M. Baudoin de faire venir auprès de lui un officier du Généralissime, le commandant Minard que j'avais bien connu pendant mon séjour à Vincennes. Je ne pouvais douter quand le colonel mit fin à notre conversation que j'allais me trouver à ses côtés quelques semaines plus tard, pendant des journées cruciales, et que nos rapports entraîneraient les conséquences les plus imprévues pour ma destinée.

Ici je saute un certain nombre de journalistes que j'ai vus, du journaliste anglais le propriétaire du Sunday Times, le général Cameron et le vieux monsieur le général Spears accompagné de M. Winston Churchill, M. Noël vint me faire ses doléances au sujet du général Denain<sup>15</sup> chargé d'une mission militaire auprès du gouvernement polonais et peu apprécié de ce dernier.

La journée du 7 avril fut largement consacrée à la préparation du discours que M. Paul Reynaud devait prononcer au Sénat. Je n'ai aucune aptitude, je l'avoue, à faire parler les autres en supposant que je sois capable de parler pour moi-même, ce dont je doute s'il faut le faire en public aussi fut ce Maurice Dejean, un adjoint, qui se proposa pour le préparer. Dans l'après-midi M. Paul Reynaud me donna quelques directives et M. Caillaux s'était d'ailleurs montré étonnement mal informé des aspects diplomatiques de la situation persistant à croire que nous usions de tous les ménagements vis-à-vis de l'URSS et, qu'au contraire, nous ne cessions de brusquer l'Italie. C'était la thèse que n'ont pas cessé de soutenir M. Caillaux, M. Pierre Laval et M. Mistler qui était à ce moment-là Président de la Commission des Affaires étrangères.

Le 8 avril fut marqué par la pose des mines dans les eaux norvégiennes, le 9 par l'invasion du Danemark et la Norvège par les armées allemandes. Prévenu dès 7h du matin j'arrivais peu après au Quai d'Orsay où je trouvais les bureaux en ébullition. M. Paul Reynaud réclamait M. Leger sur qui on n'arrivait pas à mettre la main. Le Secrétaire général, mystérieux par goût et soucieux de protéger sa vie privée, avait plusieurs domiciles à Paris et passait parfois la nuit chez des amis. C'est ainsi qu'à son vif mécontentement, je l'avais un jour rencontré, à l'aube, rue Saint-Guillaume : « *Que*

---

<sup>15</sup> Victor Léon Ernest Denain, né le 6 novembre 1880 à Dax et mort le 31 décembre 1952 à Nice (Alpes-Maritimes) est un général et homme politique français.

*faites-vous ici ? » me dit-il en homme qui se croit surveillé. « Je fais le ribot, dis-je, puisque j'y habite depuis vingt ans ». Le 9 avril il restait introuvable, au grand chagrin de son ami dévoué Henri Hoppenot qui sentait bien l'effet déplorable que cela produisait sur M. Paul Reynaud si mal disposé déjà pour le Secrétaire général. « Où diantre peut-il être ? » me disait drôlement Hoppenot, « Dehors à cette heure-ci, il faut qu'il soit amoureux d'une laitière ».*

M. Leger finit par arriver et, avec le manque d'à propos caractéristique de l'homme qui se sent mal vu de son chef, entreprit d'exposer à M. Paul Reynaud ce qui s'était passé en Scandinavie. Le Président du Conseil l'arrêta sèchement, « *Nous savons tout cela depuis deux heures* » et continua de parler avec M. Daladier et l'amiral Darlan réunis dans son bureau.

J'avais obtenu de M. Paul Reynaud l'autorisation de convoquer le banquier suédois, Marcus Wallenberg, que je connaissais bien pour l'interroger sur la position de son pays devant les événements. À mon avis, elle dépendrait entièrement de la rapidité et de la réaction des alliés en Norvège. Je fis passer l'indication au Président du Conseil pendant la séance du Comité de Guerre, après la séance, à son retour, il nous résuma d'après ses notes les décisions qui venaient d'être prises : se rendre à Londres aussitôt pour s'y concerter avec le gouvernement britannique ; prêter assistance à la Norvège ; procéder à la pose des mines fluviales ; intervenir auprès du gouvernement belge pour obtenir l'autorisation de pénétrer préventivement sur son territoire pour l'aider à s'organiser contre une invasion allemande. Nous quittâmes Downing Street<sup>16</sup> vers 18h après cette trop courte délibération. Codos<sup>17</sup>, le célèbre aviateur, nous pilotait et nous fit arriver deux heures après au Bourget.

Le débat au Sénat avait été remis au 10 avril. Nous passâmes une partie de la matinée avec M. Paul Reynaud à composer au milieu de mille interruptions la partie publique de

---

<sup>16</sup> Downing Street est une rue de Londres au Royaume-Uni où se situent depuis plus de deux cents ans les résidences du Premier ministre britannique et de son chancelier de l'Échiquier. Le numéro 10 est la résidence officielle du Premier ministre.

<sup>17</sup> Célèbre pilote aviateur détenteur de plusieurs records du monde, Paul Codos (1896-1960), né à Iviers (Aisne), pionniers de la Poste aérienne. Ses carnets de vol, couvrant la période de 1921 à 1949, sont conservés aux Archives nationales.

son discours. Je fis également venir d'Ormesson pour lui parler de la question d'un mouvement diplomatique. M. Coulongre acceptait de se rendre à Stockholm tout en demandant qu'une haute personnalité britannique lui fut adjointe. J'en profitais pour déjeuner le jour même avec M. Massigli.

M. Daladier restait hostile à l'affaire des mines fluviales : « *Cela risque d'ouvrir* » disait-il « *toute la guerre aérienne et j'ai toujours pensé que nous ne pouvions assumer un tel risque avant le mois de juin où nous disposerions du nombre d'avions voulus* ».

Le lendemain 14 avril était un dimanche, M. Paul Reynaud alla le passer à la Celle-Saint-Cloud avec son amie Hélène de Portes et nous invita à déjeuner ma femme et moi ainsi que notre ami commun Emmanuel Arago. La propriété appartenait au comte de Rivaut, père de la comtesse Jeanne de Beaumont qui avait fait confortablement aménager le pavillon qui servait jusqu'alors de loge au concierge. C'est ce pavillon qui fut prêté au Président du Conseil. J'en profitais pour demander que la liaison fût plus étroite avec la marine et je profitais pour parler à M. Paul Reynaud s'il y avait toujours le cas où Villelume ou Devaux dont la présence importune nous empêchait de parler en toute liberté surtout quand nous devions discuter des questions de personnes qui ne les concernaient en rien. Je ne sais si ma remarque porta mais nous constatons pendant les jours suivants M. Leger, qui finissait par ne plus descendre tant ça l'irritait de parler devant un Soviet qu'il sentait hostile, et moi nous arrivions à voir M. Paul Reynaud seul et que les autres vidaient les lieux quand venait notre tour d'exposer les affaires.

**M. Vaïsse** : Au fond, votre récit, M. l'Ambassadeur, est à la fois intéressant au premier degré par tout ce que vous racontez qui est tout à fait inédit et puis, au second degré, par la réflexion qu'on peut en tirer sur le travail au sein d'un cabinet ministériel. Parce que j'ai noté que vous aviez reçu de très nombreux journalistes, de très nombreux visiteurs, que vous remarquiez à l'instant, combien la coordination intérieure d'une équipe était difficile étant donné les tensions qui pouvaient exister. Ne serait-ce que pour ça, je trouve que cela a un très grand intérêt.

**R. de Margerie** : J'ai reçu le maire de Barcelone, j'ai reçu un tas de gens... Le 20 avril j'ai accompagné M. Paul Reynaud à la Commission des Affaires étrangères du Sénat. Il

était prévenu qu'il y serait mal accueilli par des gens si peu enclins à reconnaître que nous étions en guerre, que les membres du Cabinet de la Présidence du Conseil me conseillèrent de quitter l'uniforme et de me mettre en civil pour la circonstance.

Dès l'abord, je pus constater combien le milieu où ne manquait ni les affairistes, ni les gâteux, était hostile au Président du Conseil et animé d'une malveillance toute particulière envers le Quai d'Orsay. Chaque fois que l'un des membres de la Commission s'en prenait à notre inertie, à notre incapacité, à la faiblesse<sup>18</sup>, un chœur d'approbations générales venait renforcer ces dires, l'exposé de M. Paul Reynaud sur la Norvège eut un relatif succès. Il donna ensuite lecture d'une longue note préparée par la direction Politique sur nos tentatives depuis le début de 1939 pour entrer en négociation avec l'Italie. Il s'agissait là d'un problème au sujet duquel la Commission, sous l'influence de quelques-uns et surtout de M. Pierre Laval, était particulièrement sensibilisé. Aussi M. Béranger essaya-t-il à plusieurs reprises d'interrompre le Président en alléguant qu'il s'agissait de faits anciens et déjà connus des anciens. La lecture était gênante, en effet pour ceux qui persistaient à réclamer des pourparlers avec Rome et à prétendre que rien n'avait été tenté dans cette direction. La majorité insista néanmoins pour que M. Paul Reynaud allât jusqu'au bout.

Le Premier ministre qui se savait en butte aux critiques et aux<sup>19</sup> de M. Pierre Laval, termina sur la lecture d'un télégramme de M. François-Poncet où celui-ci faisait état des instructions adressées à l'ambassadeur d'Italie à Paris, M. Guariglia<sup>20</sup>, pour empêcher le départ pour Rome d'aucun envoyé spécial car celui-ci ne serait pas reçu. Or tout le monde savait que les gens bien informés prêtaient à M. Pierre Laval le vœu d'une telle mission dont il se flattait de rapporter des résultats positifs grâce aux relations personnelles qu'il prétendait avoir avec Mussolini. Je crois même me rappeler qu'il était mentionné<sup>21</sup> dans l'exclusive prononcée par le Duce contre les envoyés spéciaux.

J'assistais alors à une scène singulière. Blessé jusqu'au sang par le trait que venait de lui décocher M. Paul Reynaud, M. Laval fit front avec sa complexion olivâtre et son teint

---

<sup>18</sup> Mot inaudible

<sup>19</sup> Mot inaudible

<sup>20</sup> Raffaele Guariglia (Naples, 19 février 1889 - Rome, 25 avril 1970) Ce fut un diplomate et politique italien.

<sup>21</sup> Mot inaudible



bilieux, avec sa véhémence paysanne il ressemblait à quelque animal sauvage acculé devant son antre et qui se défend contre les chiens. Il protesta avec indignation contre le désir qui lui prêtait d'une mission spéciale à Rome, déclara qu'ils avaient été lancés par la presse ministérielle et stigmatisa celle de la manœuvre de ses ennemis. Le Président M. Paul Reynaud répondit avec beaucoup de calme que le censeur responsable d'avoir laissé publier ces informations avait été relevé de ses fonctions et expédié au front.

Mais emporté par une fureur véritable, M. Pierre Laval n'en continua pas moins ses imprécations, s'embarqua dans de longues considérations<sup>22</sup> et se montra tellement aigre que l'on finit par l'interrompre. Il retint M. Paul Reynaud pendant la séance pendant une demi-heure pour l'empêcher.

Nous apprendrons le soir par M. Leger informé par les écoutes téléphoniques qu'immédiatement après avoir quitté le président, M. Pierre Laval appelait l'ambassade d'Italie et demandait à voir M. Guariglia.

Toute la réunion se déroula dans une atmosphère d'humeur et de méchanceté qui me frappa. Je le dis au Président dans l'automobile qui nous ramenait au Quai d'Orsay : « *Qu'ont donc ces gens* » lui demandais-je « *à se montrer si aigres et si irascibles ?* », « *Que voulez-vous* » me dit-il, « *ce sont de vieilles gens qui ne peuvent plus faire l'amour et alors ils sont contractés* ». Le propos était amusant, il l'eût été davantage si je n'avais senti chez celui qui le tenait l'orgueilleuse satisfaction d'échapper malgré la soixantaine passée à tout soupçon de cet ordre.

Là, je passe sur un conseil suprême. Un visiteur qui comptait vraiment fut le colonel de Gaulle. Je lui dis combien j'en regrettais que les choses ne se fussent pas arrangées de façon qu'il devînt secrétaire du Cabinet de Guerre comme M. Paul Reynaud l'avait tout d'abord envisagé. Le colonel me répondit que la fonction n'était pas assortie de pouvoirs suffisants pour qu'il pût être tenté de l'occuper. En fait, je crois que le Président du Conseil s'était heurté à une opposition irréductible de M. Daladier aussi bien que de l'État-Major et ce fut en fin de compte M. Baudoin que l'on désigna. Dans ces

---

<sup>22</sup> Mot inaudible

conditions le colonel de Gaulle préférait regagner le front et y prendre le commandement de ses régiments blindés.

La situation empirait nettement en Norvège. À 7h du soir, c'était le 28 avril, à ma grande surprise François de Brantes m'appela au téléphone, il arrivait de Norvège où on l'avait expédié en liaison et où il se trouvait l'avant-veille encore à Namsos en plein centre des opérations. Là, je raconte tout ce qu'il m'a dit, l'impression générale du commandant de Brantes et partagée par l'officier anglais avec lequel il effectuait cette mission, était qu'on pouvait tenir à Namsos.

J'estimais beaucoup le jugement et la pondération de François de Brantes que j'avais pu apprécier lors de notre commune affectation à Londres. Sa connaissance approfondie des choses militaires le conduisait lors des rencontres franco-anglaises à se montrer beaucoup plus prudent que nos grands chefs et à s'inquiéter de leur optimisme de commande. Nous nous étions revus pendant ma mission au Grand Quartier Général, arpentant ensemble la cour du vieux fort de Vincennes, nous avons longuement échangé des considérations désabusées sur l'état d'esprit dans le corps de troupe même les plus réputés dans l'entourage du général Gamelin sur l'inertie qui semblait frapper l'armée française et que le général de Tassigny avait lui aussi stigmatisé devant moi au moment où je quittais mon régiment pour l'État-Major du Commandant en chef. Je savais que je pouvais faire entièrement confiance à ce que me disait de Brantes aussi me paraît-il absolument nécessaire que le Président du Conseil pût entendre ce témoignage direct et contrôler par là ce que disait M. Daladier et le général Gamelin dont je ne connaissais que trop pour exprimer modérément le manque de franchise. M. Paul Reynaud, grippé depuis son retour de Londres, gardait la chambre je lui demandais la permission de lui amener le commandant de Brantes.

Plus tard, j'appris que cette visite avait littéralement exaspéré le commandant en chef et le colonel Petitbon. De Brantes en un sens dut supporter les conséquences sans les événements qui conduisirent à la catastrophe.

Visite de Giraudoux

Voici une chose très curieuse. Dans la soirée du 29 avril, l'huissier m'apporta une carte de visite où je lus : Henry Du Moulin de Labarthète, attaché financier auprès de l'attaché de France à Londres. Je ne connaissais l'homme que de nom et je le fis entrer. Sa visite allait être une des plus singulières que je reçus pendant cette période. Il s'assit devant mon bureau et sans préambule commença : « *Monsieur, je ne vous connais pas et vous ne me connaissez pas. La démarche que j'effectue auprès de vous ne pourra vous donner de moi que la plus fâcheuse impression mais je crois de mon devoir le plus impérieux en tant que Français.*

*Monsieur, je viens vous dire que le Maréchal Pétain est au bout de son rouleau et incapable d'assumer plus longtemps la direction de l'ambassade de France à Madrid. Il passe sa vie à somnoler, il ne peut se décider à entreprendre quoi que ce soit, il n'a vu le général Franco que deux fois en tout et pour tout depuis son arrivée et ne se résout pas à entretenir les relations nécessaires avec le ministre des Affaires Étrangères M. Serrano Súñer<sup>23</sup>. La France n'est plus représentée en Espagne et il est urgent que cela change. Voilà Monsieur ce que je voulais vous dire au risque de vouloir prendre la pire opinion de quelqu'un qui parle ainsi de son chef. Je ne fais que mon devoir. Au revoir, Monsieur ».*

**M. Vaïsse** : Extraordinaire !

**R. de Margerie** : L'homme était déjà reparti, j'éprouvais encore quelques difficultés à reprendre mes esprits. Je ne crois pas avoir placé un mot aussi au cours de cette rencontre, non que je fusse surpris de ce que j'entendais du maréchal alors déjà âgé de 84 ans mais le comportement de mon visiteur. Son assurance et la rapidité de sa disparition me laissaient pantois mais combien plus grand l'ébahissement si quelque part on n'avait pu me dire ce jour-là que deux mois plus tard le Maréchal Pétain serait chef du gouvernement puis de l'État avec M. du Moulin de Labarthète comme Secrétaire général.

---

<sup>23</sup> Ramón Serrano Súñer (né le 12 septembre 1901 - mort le 1er septembre 2003) ministre espagnol de Franco dont il est le beau-frère, fut l'un des hauts dignitaires franquistes au début du régime.

Ici, je saute différentes choses, le 8 mai je trouvais le temps de dicter une note pour M. Leger.

M. Leger, visiblement très froissé du procédé m'explique avec une émotion véritable qu'en sept ans, avec les ministres les plus variés, il n'a jamais été victime d'un pareil manque de conscience, dans ces conditions il est décidé de n'être plus qu'un rouage et il me demande de renoncer définitivement aux efforts qu'il me voit déployer depuis trois semaines pour amener entre M. Paul Reynaud et lui un état de choses acceptable.

**M. Vaïsse :** Vous essayiez au fond de faire le tampon entre les deux ?

**R. de Margerie :** J'essayais de les amener à se voir, il me paraissait anormal qu'en temps de guerre le Premier ministre ne vît pas son Secrétaire général.

Le 9 mai Gamelin a prononcé son offensive contre Gamelin au Conseil et il a été battu. Le lendemain 10 mai à l'aube les Allemands envahissaient les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg. Conformément au plan prévu nos troupes se portaient au<sup>24</sup>.

Peut-on dire que l'offensive allemande nous prit par surprise ? Oui et non, les avertissements n'avaient pas manqué, presque publics de la part du Pape Pie XII notamment, d'autres secrets venaient de meilleures sources antihitlériennes en Allemagne, de la Wehrmacht elle-même comme nous le savons aujourd'hui (1961) mais leur multiplicité même au cours des derniers mois en affaiblissait la portée. À plusieurs reprises déjà, l'invasion annoncée avec précision pour telle date et même telle heure ne s'était pas produite d'où une tendance à prendre moins au sérieux ces renseignements.

Je cite une lettre d'une amie anglaise, Elizabeth Wiskemann<sup>25</sup>, qui est une journaliste connue et qui m'écrivait que les Italiens se préparaient. Alors vous avez lu jusqu'au 16 mai ?

**M. Vaïsse :** Exactement.

---

<sup>24</sup> Phrase interrompue

<sup>25</sup> Elizabeth Meta Wiskemann (13 August 1899 – 5 July 1971) was an English journalist and historian of Anglo-German ancestry.

**R. de Margerie** : La journée du 16 mai, nous fûmes prévenus par Mac, premier secrétaire de l'ambassade d'Angleterre, qu'ils avaient brûlé leurs archives comme nous les nôtres sur la pelouse du Quai d'Orsay, eux sur la pelouse de l'ambassade d'Angleterre. Churchill est arrivé à Paris voulant voir et se faire une vue exacte des choses. Alors le général Gamelin lui a indiqué où ça en était et une brève discussion s'engagea entre Winston Churchill et le général Gamelin sur la gravité véritable du péril causé par les chars allemands. On en était resté au moment où les chars étaient des petits avant-postes avancés que l'on pouvait isoler et qu'on pouvait capturer en quelque sorte mais comme Churchill persistait à déclarer qu'à son avis il fallait attaquer en Belgique et non se retirer, le commandant en chef fit observer que Lord Gort lui-même était partisan du repli des forces et il valait mieux se retirer derrière le canal et se défendre là.

Quatre divisions avaient été expédiées sur la Meuse et on ne pouvait pas affaiblir davantage l'armée de Belgique d'autant plus que la grève des chemins de fer belges entravait et retardait considérablement le mouvement des troupes. Alors Winston Churchill fit un exposé sur ce point et a expliqué comme quoi la contribution anglaise en matière d'aviation était forcément limitée mais le général Gamelin et M. Paul Reynaud se sont exprimés avec beaucoup de sang froid. J'ai profité d'un moment d'interruption de la séance pour pousser Winston Churchill dans une fenêtre et lui dire que la situation était beaucoup plus grave en réalité qu'on ne la lui dépeignait et que si aujourd'hui on pouvait encore empêcher les Allemands d'arriver à Paris, nous serions peut-être obligés de nous battre sur la Loire et puis sur la Garonne et après quoi il ne resterait plus qu'à nous défendre en partant d'Afrique du Nord. Churchill a paru complètement ahuri par ce que je lui disais parce qu'il ne pouvait pas imaginer que l'armée française se battrait jusqu'au dernier moment et finirait par capituler sans s'être battue en Afrique du Nord.

Je dînais avec le colonel Villelume que je mis au courant de la délibération et rien ne s'étant produit avant minuit, j'ai été me coucher et à minuit trente on m'a appelé au téléphone pour me dire que les Anglais étaient en route pour le Quai d'Orsay et que par conséquent je ne ferais pas mal d'y assister.

Alors j'y allais et Churchill était assis dans un fauteuil, effondré, Lord Ismay<sup>26</sup> à l'autre bout de la pièce et ils avaient l'air tous les deux de vouloir nous donner de bonnes nouvelles. C'est-à-dire que les Anglais envoyaient des renforts et de l'aviation. À ce moment-là, Daladier est arrivé de fort mauvaise humeur (comme toujours depuis qu'il était parti de la Présidence du Conseil) et Churchill lui a expliqué ce qu'il comptait faire.

Nous avons assisté à ce moment-là à une scène tout à fait extraordinaire. Churchill s'est mis à se promener de long en large dans la pièce de Reynaud (qui était à ce moment-là chez lui parce qu'il était grippé, place du Palais Bourbon) et il a dressé une véritable philippique contre les Allemands qui nous a laissé complètement pantois car il parlait avec une énergie, une férocité, une violence qui nous a laissés pantois. Si bien que personne n'a rien répondu et que<sup>27</sup> s'est levé et lui a serré les deux mains. Daladier en a fait autant et puis on est rentré chez soi mais cette scène m'est restée dans l'esprit comme étant tout à fait curieuse.

Les journées suivantes entraînèrent un tel surmenage que je ne retrouve pas de détails dans mes notes ou dans mes carnets. La première je ne sais plus, par exemple, exactement quand je fus amené à rédiger pour le général Weygand et pour le Maréchal Pétain les télégrammes qui les convoquaient à Paris tous les deux. Je ne sais plus très exactement, c'est entre le 17 et le 19 mai, c'est tout ce que je me rappelle.

Le général Weygand ne se faisait d'ailleurs aucune illusion sur la situation qui faisait qu'on le convoquait et qu'on lui confiait le commandement des armées et il considérait que les armées étaient en grand danger.

Le remplacement du général Gamelin, depuis longtemps nécessaire, était devenu inévitable. Même ses adversaires avaient été d'accord pour estimer, quand se produisit l'invasion de la Belgique et de la Hollande, qu'il fallait le laisser en place puisque la bataille allait se dérouler sur les conditions et sur un terrain qu'il avait choisis. Mais tout de même à partir du 22 mai, il n'a plus eu un seul partisan et il a été dégommé. Son

---

<sup>26</sup> Hastings Lionel "Pug" Ismay, 1st Baron Ismay (21 June 1887 – 17 December 1965) was a British Indian Army officer and diplomat, remembered primarily for his role as Winston Churchill's chief military assistant during the Second World War and his service as the first Secretary General of NATO from 1952 to 1957.

<sup>27</sup> Nom à vérifier puisque Reynaud était grippé.

aspect maussade, son air endormi, son apathie, frappaient. Il ne prenait aucune décision, il ne tranchait rien et il était commandant en chef pourtant. Mais il a été très frappé par les événements, il s'est retiré chez lui dans l'appartement qu'il avait à Paris. Une anecdote à ce sujet qui est assez curieuse, c'est qu'une dame, amie de Mme Gamelin, lui rendit visite et on a entendu un cliquetis de machine à écrire, à compter et la générale Gamelin a fait « *Chut, taisez-vous, le Général tape ses justifications* ». Cela en disait long.

Il est question, là, de mes conversations par téléphone avec Corbin et Saint-Quentin. Avec Corbin, ça allait tout seul encore, avec Saint-Quentin il fallait être discret parce qu'on ne savait pas qui vous écoutait et on soupçonnait fort les Allemands de capter nos conversations téléphoniques. C'était burlesque jusqu'à un certain point, Saint-Quentin me disait pour me demander où il en était : « *Ai-je les pieds mouillés ?* » et je lui disais « *Non mais probablement les villes voisines où il y a un archevêché* ».

Le général Weygand arriva le 18 après un voyage aérien mouvementé. Son avion, un Glenn Martin de bombardement, aussi rapide qu'inconfortable, avait fallu introduire le général par en dessous la carlingue comme une bombe, dut rebrousser une fois de plus chemin devant la tempête et brisa son train d'atterrissage à l'arrivée. Néanmoins dès l'après-midi il se rendit à Vincennes pour se faire rendre compte de la situation par le général Gamelin.

Pendant ce temps-là, je recevais la visite du Nonce qui me disait qu'il ferait ce que l'on voudrait, le tout enrobé de formules ecclésiastiques tout à fait ridicules mais enfin il a fait ce qu'il a pu.

À peine arrivé, M. Paul Reynaud reçut la visite du prince de Lippe qu'accompagnait le ministre des Pays-Bas et un officier d'ordonnance. Soit qu'il m'eût reconnu, soit qu'on l'eût prévenu, le prince se tourna vers moi et me dit : « *Capitaine nous nous sommes déjà rencontrés, je crois* ». Je lui dis : « *Je crois bien, j'ai eu l'honneur de dîner avec votre altesse chez des amis communs allemands à Berlin, etc.* » Après quoi il a passé tout de suite à une philippique d'une extrême violence contre ses compatriotes en les déclarant capables de tout et etc.

André Maurois venait aussi ce jour-là rendre compte du moral de l'armée belge et des populations évacuées qu'il jugeait absolument désastreux, et il fit un certain nombre de suggestions que je transmis à Reynaud mais dont je n'ai pas l'impression qu'il faudrait organiser la défense belge autrement qu'elle l'était jusqu'alors parce qu'elle courait le plus grand risque de s'effondrer. Les réflexions d'André Maurois me parurent si pertinentes que je l'introduisis aussitôt auprès de Reynaud à qui il les répéta.

Dînant le soir avec le colonel de Villelume, je le voyais transformé, sa stérilité commençait déjà de s'accuser. Parce que le colonel qui avait été un homme d'action et était nanti d'un pouvoir considérable comme chef du Cabinet de Reynaud, ministre de la Défense Nationale, il n'arrivait pas à recueillir de renseignements au Grand Quartier Général. Je finissais par en avoir plus que lui, et le capitaine de Crouy qui m'avait remplacé au Quai d'Orsay chez Corbin comme agent de liaisons en savait aussi beaucoup plus que Villelume.

Entre temps (anecdote) M. Paul Reynaud s'était rendu à Notre-Dame où le clergé prononçait des prières publiques pour la victoire. C'était à ma demande qu'il accomplissait ce geste bien naturel mais dont on devait lui savoir le plus grand gré dans le monde catholique ainsi que son entourage put le constater dans de nombreuses lettres. Le même public, heureusement, ne vit pas Hélène de Portes qui était assise derrière lui sans quoi il en aurait tiré des conclusions. Quelques jours après une cérémonie analogue se déroula au Sacré-Cœur de Montmartre et un ministre me téléphona gravement pour me demander s'il n'y avait pas d'inconvénients politiques à ce qu'il y assistât. Je ne fis aucun effort pour dissimuler mon étonnement devant cette question d'autant plus que cet homme politique avait débuté comme secrétaire de mon oncle Jules Auffray, député monarchiste et catholique de Paris, il s'agissait de M. Rollin, ministre du Commerce.

Parallèlement, à la disgrâce de Daladier et de Gamelin, il s'en produisit une autre qui touchait de plus près le ministère dont je faisais partie et sur laquelle je voudrais m'étendre avec plus de détails. Il s'agit de la disgrâce de Leger qui tenait à leur dissentiment fondamental depuis avant la guerre et était soigneusement entretenue par Mme de Portes naturellement.



J'appris par le plus grand hasard, c'est Maurice Dejean qui rentra dans mon bureau avec le Journal Officiel, que c'était fait et que Charles-Roux<sup>28</sup> était nommé. Alors je me rendis avec Hoppenot chez Leger.

**M. Vaïsse** : Disgrâce de Leger et je voudrais vous poser la question de savoir si vous-même aviez été prévenu ?

**R. de Margerie** : Je n'ai pas été prévenu, on me l'a caché soigneusement mais elle était préparée depuis longtemps car ensuite j'ai retrouvé dans les papiers de Villedume, par hasard, un jour en feuilletant, un décret daté de plusieurs jours précédant la disgrâce et par conséquent on l'avait dans l'esprit depuis longtemps.

Après le récit que me fit M. Leger, le Président du Conseil commença par contester qu'il eût l'ombre d'intention d'affliger une disgrâce au Secrétaire général. « *C'est hier après-midi en revenant de Vincennes* » déclara-t-il « *que nous avons songé à vous pour Washington* ». Il a essayé de lui dorer la pilule en lui offrant Washington et l'autre a naturellement refusé catégoriquement. « *Comment conciliez-vous ce récit* » répondit M. Leger « *avant le fait qu'il y a quarante-huit heures vous avez appelé au téléphone M. Charles-Roux, vous lui avez offert mon poste et vous l'avez invité à conserver le silence le plus complet sur cette nomination ?* ». Il y a eu complot.

L'entretien entre Leger et Reynaud s'est poursuivi dans des conditions peu agréables comme vous pouvez l'imaginer et j'ai téléphoné à l'ambassadeur des États-Unis pour lui demander de faire pression sur Leger pour qu'il accepte. Bullit m'assure grand gré de cette démarche mais il n'a rien obtenu du tout et Leger n'a rien voulu savoir pour Washington comme pour les autres postes. Il s'est retiré à la campagne avant de partir pour l'Angleterre où il allait chez son ami Vansittart qui était son ami personnel et de là il est parti pour Washington qu'il n'a plus quitté pendant de longues années ensuite.

De Vladimir d'Ormesson au Vatican et une explication que j'ai eue avec Reynaud sur le silence qu'on avait conservé vis-à-vis de moi. Alors il m'a dit : « *J'ai dit qu'à Londres et à Washington Leger était tenu pour un des symboles de la résistance et qu'on verrait*

---

<sup>28</sup> François Charles-Roux, né à Marseille (Bouches-du-Rhône) le 19 novembre 1879 et mort à Paris le 26 juin 1961, est un diplomate, historien et homme d'affaires français.

*après son départ si un changement d'attitude de notre part plusieurs des personnalités des plus influentes d'Angleterre Winston Churchill et Vansittart étaient liées d'amitié avec Leger et voyaient en lui un pilier de l'alliance franco-anglaise alors vous aurez l'écho de leurs inquiétudes" » Reynaud prit feu là-dessus. Il me dit : « Comment, de quelle mauvaise procédure voulez-vous parler, il ne s'agit aucunement de disgracier M. Leger puisqu'on lui offre Washington, etc. » suivit le récit que je viens de faire.*

Avec l'affaire Vladimir d'Ormesson, j'ajoutais que j'ai eu une longue conversation le 27 mai avec Vladimir. Je lui ai dit à cette occasion qu'un certain nombre de ministres et de généraux envisageaient carrément l'éventualité d'un armistice, que néanmoins je ne tenais pas pour immédiate une telle demande et que pour défendre l'honneur français nous nous battrions sur l'Aisne, sur la Loire etc.

Mais après, des défaillances se produisaient déjà au sein du gouvernement et dans les milieux politiques les plus influents. On y vit dans les plus déplorables atmosphères de panique, de lâcheté, de calculs personnels, d'intrigues, de rancunes, tout cela prend le pas sur l'angoisse patriotique. Le Président du Conseil est encore à peu près le seul à conserver son énergie. M. Vladimir d'Ormesson me dit plus tard qu'il m'avait trouvé ce jour-là dans un état moral qui faisait du mal à voir et que d'ailleurs, depuis les affaires de Norvège, il se sentait à peu près désespéré.

**M. Vaïsse :** En ce qui concerne le remplacement de Leger par Charles-Roux, maintenant quelle analyse en faites-vous, ce n'était pas une politique moins anglaise que celle que prenait Leger ?

**R. de Margerie :** Elle était moins anglaise en apparence lorsque Charles-Roux était un diplomate très solennel, parlant beaucoup pour ne rien dire. Un homme de grande valeur d'ailleurs mais en fait, elle s'est marquée par la démission de Charles-Roux en novembre et par le fait que Charles-Roux n'a jamais été partisan d'un certain nombre de concessions que nous avons faites aux Allemands dans la convention d'armistice, jamais été partisan.

Le 22 mai à 8h du matin dans le jardin du Ministère de la Guerre, j'ai eu une première conversation avec Charles-Roux et plus tard quand on apprit coup sur coup que le

général Weygand venait de rentrer de son voyage dans le nord et qu'il arrivait rue Saint-Dominique. Il était extrêmement fatigué et épuisé mais néanmoins plein d'allant et de vigueur. Il y avait là Weygand devant une grande carte d'État-major à Vincennes, nous prîmes place : Paul Reynaud, Winston Churchill, le général Sir John Dill, le général Ismay, un officier général de l'aviation, quelques officiers britanniques ainsi que le général<sup>29</sup> et les officiers de la mission anglaise.

Il commença par donner la parole au général Weygand et, à ce moment-là, il n'était pas encore question de la capitulation du roi des Belges. On s'est mis d'accord tout de suite sur la nécessité de faire tenaille avec les armées de Dunkerque venant du nord et les armées venant du sud avec les renforts qui arrivaient. Le général au Premier Ministre, interrompt: « *Oui c'est la bataille pour Bapaume qu'il faut livrer* ». Alors le général insista pour obtenir un plus grand concours des Anglais, il mentionna ensuite la question des réfugiés pour dire qu'ils fichaient la pagaille partout sur les arrières et enfin on parla de la nouvelle tactique des armées allemandes. Dans la réunion même, on apprit que le général Billotte avait été tué dans un accident d'automobile et qu'il était par conséquent indisponible par définition pour le commandement des armées du Nord.

Dans l'après-midi, l'entourage de Winston Churchill mit au point un résumé des discussions du matin et je n'ai<sup>30</sup> un dernier effort à ce moment-là vis-à-vis de l'Italie, le 23 mai.

Daladier reçut une lettre personnelle de François-Poncet rédigée en termes identiques, Reynaud et Daladier et dans laquelle notre ambassadeur auprès du Quirinal émettait l'avis que si le gouvernement français croyait devoir tenter un dernier effort pour retenir l'Italie sur la pente de la guerre et lui offrir un règlement pacifique de nos différends avec elle, il y aurait sans doute avantage à obtenir le concours d'un tiers qui était Roosevelt.

Là-dessus, je vous donne lecture d'une note du Quai d'Orsay à la réunion quotidienne qui se tenait tous les matins avec Pétain, Daladier, rue Saint-Dominique, et on a fait

---

<sup>29</sup> Mot inaudible

<sup>30</sup> Mot inaudible

observer que jusqu'ici on avait obtenu de l'Italie que des fins de non-recevoir. Daladier se déclara d'accord avec la méthode proposée.

C'est dans l'après-midi du 23 mai que j'ai reçu les visites d'André de Fels<sup>31</sup> désireux de parler de la situation de Leger et de la défendre. Vladimir d'Ormesson, Louis Brincart nommé secrétaire au Vatican, le colonel Schlessler au sujet d'affaires concernant le Service de Renseignements, etc. Enfin, le Premier ministre s'impatientait et à quoi il lui fut répondu que le général Weygand avait décidé et qu'on ne pouvait rien changer.

La Conférence du 22 mai avait permis de constater un accord complet entre les deux chefs de gouvernements. J'ai reçu la visite de M. Noël qui était entré dans le bureau de Reynaud, un coup d'humeur, le commandant en chef marqua un certain étonnement devant les mesures prises sans entente avec lui par l'État-Major britannique.

Il était plus facile d'émettre sur le papier toutes ces considérations parfaitement judicieuses que d'en assurer l'exécution. La situation évoluait avec une si grande rapidité que les ordres et même les conceptions que le général Weygand avait, se trouvaient déjà dépassés avant d'être parvenus à la connaissance des intéressés. Cela a été comme ça tout le temps pendant cette période, nos instructions arrivaient après.

Voilà que Spears a été désigné comme officier de liaison par Churchill et il venait me voir trois fois par jour. Entre Lord Gort et le général Billotte, l'entente était médiocre d'ailleurs la disparition de l'un a facilité les choses. Le général Prioux<sup>32</sup> qui venait de remplacer le général Blanchard comme commandant du corps de cavalerie ne devait malheureusement pas tarder à être fait prisonnier. Je reçus quelques jours après la visite de Mme Prioux désireuse de se procurer des nouvelles de son mari par l'intermédiaire de notre ambassade en Suisse. Elle me frappa par la parfaite dignité de son attitude et de son abnégation, l'on vit rarement exemple de la tenue et de la fermeté d'une vieille tradition que conserve la famille des militaires.

---

<sup>31</sup> Le comte André Frisch de Fels, né le 27 janvier 1890 à Paris et mort le 18 novembre 1980 à l'hôpital américain de Paris à Neuilly-sur-Seine, est un homme politique français et un publiciste.

<sup>32</sup> René Jacques Adolphe Prioux, né le 11 avril 1879 à Bordeaux et mort le 16 juin 1953 à Alger, est un général d'armée français.

Quant à Maurois il voyait Leger plusieurs fois par jour et Eve Curie<sup>33</sup> me rendait de grands services auprès de la presse américaine.

<sup>34</sup>De Margerie me rapporta les impressions de son fils Bernard, lieutenant de Dragons, sur ce qu'il avait vu en Belgique. Elles coïncidaient avec celles que Stanislas de Castellane avaient recueillies auprès de son propre fils et qu'il me raconta le 27 mai. L'un et l'autre confirmaient ce que l'on savait ou pressentait, tout ce qui devait faire de la campagne de 1940 : une sordide histoire d'incompétences, d'incurie et de légèreté.

**M. Vaïsse** : Vous avez parlé de Spears, est-ce qu'il était francophile ou francophobe au fond ?

**R. de Margerie** : Il a été francophile jusqu'en 1941-1942. À ce moment-là, il avait été désigné par Churchill pour faire une liaison avec l'armée d'Orient et les choses se sont gâtées à ce moment-là mais pendant toute la période en question, il a été tout à fait bien et correct, et on ne peut pas lui reprocher l'ombre d'une francophobie. On ne peut lui reprocher que d'avoir vu juste à un moment où la plupart des gens ne voyaient pas encore.

Le 26 mai 1940, Reynaud s'est rendu à Londres parce que le Comité de Guerre s'était réuni la veille et avait voulu laisser entendre aux Anglais que nous serions peut-être obligés de lâcher pieds. Il fut convenu que Paul Reynaud partirait du Bourget à 9h30 du matin. Le colonel de Villelume devait l'accompagner et, pour compléter le dossier nécessaire, je me rendis à Vincennes dans la soirée pour y recueillir les derniers renseignements. Il s'agissait notamment d'obtenir de l'Angleterre que l'on fît un dernier effort auprès de l'Italie. En me voyant au pied de l'avion, Villelume a marqué une extrême mauvaise humeur à la pensée que j'allais là-bas aussi. J'avais pu remarquer dans son attitude à mon égard un refroidissement correspondant à l'attitude de plus en plus ouvertement hostile à mon égard d'Hélène de Portes.

---

<sup>33</sup> Denise-Ève Curie, née Skłodowska le 6 décembre 1904 à Paris et morte le 22 octobre 2007 à New York (États-Unis), est une pianiste, femme de lettres, journaliste, conférencière et diplomate française. Elle est la fille de Pierre et Marie Curie.

<sup>34</sup> Mot inaudible

Dans l'avion Villelume a expliqué à M. Paul Reynaud ce qu'il devrait dire aux Anglais et c'était la capitulation pure et simple, rapide, etc.

Je suis tombé des nues parce que je ne croyais pas qu'on en était déjà là, je croyais que ça arriverait probablement quelques jours plus tard et j'ai profité de ce que Villelume allait prendre des notes sur cette conversation à un certain moment pour aller m'asseoir auprès de Reynaud et pour lui dire qu'il faut renverser la vapeur. C'est-à-dire qu'au lieu d'expliquer, vous commencez par demander l'armistice et on verra ensuite, il faut commencer par dire qu'on se bat et qu'on demande l'armistice quand on ne pourra plus faire autrement.

D'ailleurs, il n'en a pas été question au cours du Conseil franco-anglais, le colonel de Villelume renchérit sur toutes ses thèses : « *Les engagements pris envers l'Angleterre cessaient de compter* » dit-il « *puisque'il y avait force majeure que nous ayons ou non promis de ne pas conclure de paix séparée, cela est sans importance en présence de la situation actuelle vu l'insuffisance de l'effort anglais pour prendre part à la guerre. L'arrangement du mois de mars ne doit pas peser d'un grain dans la balance* ».

**M. Vaïsse** : Et qu'est-ce qu'a répondu Paul Reynaud à cela ?

**R. de Margerie** : Il ne répondait pas, il écoutait, il prenait note, etc. En fait, il a tenu compte de ce que je lui disais puisqu'au Conseil franco-anglais, il n'a pas été question une minute d'une demande d'armistice, ce qui ne répondait pas aux vues de Villelume du tout.

**M. Vaïsse** : Mais est-ce que ce n'était pas grave de ne pas évoquer avec les Anglais cette possibilité d'un armistice alors qu'on était déjà le 26 mai ? Est-ce que le fait de prévenir les Anglais n'aurait pas permis de modifier un peu ce qui s'est passé par la suite, cette rupture entre la France et la Grande-Bretagne ?

**R. de Margerie** : Je ne sais pas, je crois qu'à ce moment-là les Anglais ne se rendaient pas du tout compte de la situation et que par conséquent ce n'était pas à nous de les éclairer sur ce point.

Pour répondre avec précision à votre question, je dirais que les Anglais n'étaient pas mûrs pour entrevoir une solution de ce genre et que la personnalité de Villelume ne leur inspirait naturellement aucune confiance. Ils ne savaient pas tout ce que de Villelume m'avait exposé dans l'avion mais néanmoins ils commençaient à percevoir un danger. À tout cela le colonel de Villelume répondait avec une irritation contenue que nous n'avions pas le choix, qu'il ne pouvait garantir naturellement ce que feraient le Führer et le Duce mais qu'il fallait tenter cette chance et que d'ailleurs si les exigences étaient contraires à l'honneur, nous n'aurions qu'à les repousser. Je lui demandais si la livraison de la flotte présenterait ce caractère à ses yeux et il me répondit par l'affirmative.

En fait, l'accueil des Anglais a été tel et leur résolution affirmée jusqu'au bout que Reynaud a rentré sa proposition et il n'y a pas fait allusion.

J'ai toujours trouvé Reynaud extrêmement ouvert aux remarques d'ordre diplomatique qu'on lui faisait, le terrain ne lui était pas familier et il acceptait volontiers à cet égard l'avis de ceux qu'il considérait comme des techniciens.

Quand nous arrivâmes à l'ambassade de France à Londres, nous mîmes au courant M. Corbin qui n'était pas au courant non plus et a été effondré par les perspectives que l'on ouvrait ainsi.

Lord Halifax était disposé à causer avec Mussolini, M. Winston Churchill convaincu que toute conversation serait inutile, M. Attlee violemment hostile à toute concession. Je n'en sus jamais davantage car Reynaud, épuisé, a dormi pendant tout le retour en avion et nous n'avons pas bronché pour le réveiller.

Ensuite il fallait mettre Charles-Roux au courant, il était hostile à une démarche auprès du comte Ciano<sup>35</sup>.

Comme je rentrais rue Saint-Dominique à 11h, le hasard me fit monter l'escalier derrière le général Weygand qui à sa coutume l'escaladait quatre à quatre. Je pus lui dire rapidement que le Secrétaire général voulait le voir à quoi le commandant en chef me

---

<sup>35</sup> Gian Galeazzo Ciano, comte de Cortellazzo et de Buccari (né à Livourne le 18 mars 1903 et mort à Vérone le 11 janvier 1944) est un homme politique italien, gendre de Benito Mussolini et personnalité majeure du régime fasciste.

répondit qu'il éprouvait le même désir puis il entra chez le Président du Conseil. J'en profitais pour prendre à part le capitaine Gassère, officier d'ordonnance du Général qui avait toute la confiance de ce dernier et avec lequel j'entretenais d'excellentes relations, je lui racontais ce qui s'était passé la veille à Londres et que je craignais que l'impression des Anglais n'ait été désastreuse. Je lui indiquais l'usage qu'on faisait des déclarations du général Weygand en lui rappelant que le procès-verbal des réunions du Comité de Guerre était maintenant rédigé par M. Baudoin et que<sup>36</sup> () je lui parlais aussi, à sa stupeur, du rôle du colonel de Villelume et de l'influence qu'il exerçait sur l'entourage du général Weygand qui était à la fois très singulier, anti-anglais et défaitiste. Il exploita les délibérations du Comité de Guerre comme celui de M. Daladier, le fait de son côté en ce qui concerne l'Italie. Le Capitaine Gassère me dit qu'il allait prévenir le Général au courant.

La situation militaire était certainement très grave et il fallait tout prévoir mais personne ne pouvait être assuré qu'elle fût définitivement perdue, il était essentiel de ne pas donner aux Anglais au moment où l'on souhaitait un concours plus important de leur part.

A 12h30, je vis soudain entrer dans mon bureau le général Weygand lui-même qui me saisit vivement par le bras et m'entraîna dans un jardin. « *Que me raconte Gassère* » me dit-il « *Il paraît que l'on abuse de mes propos ? Si les hommes politiques sont assez couillons (je suis ravi que Mme Pozzo Di Borgo ne soit pas là) pour ne pas supporter les informations qu'il est de mon devoir de leur donner et pour perdre la tête, je ne pourrais plus rien leur dire.* » Sans entrer dans le même détail qu'avec Gassère, je lui redis ce que j'avais indiqué à ce dernier et cherchant à savoir davantage sur le rôle personnel des gens qui entouraient M. Paul Reynaud, je restais volontairement assez vague dans ce point. « *En tout cas* » me dit-il « *Il ne faut pas affoler les Anglais car j'ai besoin d'eux* ». Il me dit qu'il verrait Charles-Roux après le déjeuner et qu'il avait certainement trouvé le Général moins alarmiste qu'on ne le lui avait raconté du Comité de Guerre de la veille.

---

<sup>36</sup> Mot inaudible



Le général Spears vint me voir. Il était consterné d'une communication qu'il venait de recevoir de M. Churchill dont celui-ci rendait compte à la fois de l'exposé fait la veille par M. Reynaud devant le War Cabinet, et de l'impression déplorable des commissaires anglais. J'en profitais pour exposer une fois de plus au Général la gravité de la situation et pour lui montrer les citations, et je l'amenaï chez le colonel de Villelume qu'il ne connaissait pas encore dans l'espoir qu'il parviendrait à remonter un peu ce dernier. L'entrevue ne répondit pas à mon attente car les deux hommes se déplurent violemment. Le général Spears eut l'impression que son interlocuteur manquait totalement de franchise : « *Il ne vous regarde jamais en face* » me dit-il « *et il a une façon de vous parler de trois-quarts en jetant des coups d'œil à droite et à gauche qui inspire la plus grande méfiance* ». Je suis obligé de reconnaître qu'au cours des dernières semaines mon jugement sur le colonel s'était beaucoup modifié, il était difficile d'avoir une opinion nette sur une personnalité aussi complexe mais il devenait de plus en plus clair que chez le colonel le caractère n'était pas à la hauteur du sens critique (je ne dirais pas de l'intelligence car si l'homme était très instruit et lettré, j'ai le sentiment que dans ce domaine il prenait volontiers les mots pour des faits, les formules pour des idées, les citations pour des pensées). Je me demandais s'il était désirable qu'un soldat soit nourri de Bergson et de Valéry. En tout cas, chez lui la familiarité avec les philosophes avait complètement tué le goût de l'action. Dans ce gentilhomme de très ancienne famille et purement provinciale, il y avait un peu d'émerveillement devant le monde parisien et comme la joie d'une gourme jetée sur le tard. De tout cela, son intelligence était entière mais je me rappelle qu'un jour dans la conversation, comme nous parlions littérature, le nom d'Hugo de Hofmannsthal tomba dans la conversation. « *J'ai écrit un jour quelque chose sur lui* » me dit le colonel « *Il faut que je vous montre cela.* » et il sortit d'un tiroir un cahier pour me lire triomphalement le commentaire d'une œuvre du poète autrichien. Ce qui me frappa d'abord c'est la parfaite platitude de cette exégèse rédigée dans un prétentieux jargon philosophique. Ce qui me frappa davantage c'est que ce commentaire s'appliquait à la lettre de Hofmannsthal dans laquelle Lord Chandos explique à Francis Bacon pourquoi il a renoncé à toute activité littéraire.

Convoqué chez le Président du Conseil un matin, dès 6h du matin pour 9h : « *Je ne pourrais être là que plus tard.* » répondit-il textuellement « *car à cette heure-là j'ai*

*rendez-vous avec Mme de Portes.* » Quelques semaines plus tard, entrant dans son bureau rue Saint-Dominique, je le trouvais respectueusement debout à côté de sa table devant laquelle était assise Hélène de Portes en train de lire les documents les plus secrets de l'État. C'est-à-dire les postes d'écoutes téléphoniques qui surveillaient les ambassades étrangères.

Pendant tous nos déplacements ultérieurs en province et à Bordeaux, le colonel eut pour souci primordial le bien-être de la favorite sur lequel il veillait avec soin. Le général Weygand se refusa d'ailleurs à ratifier le décret par lequel Reynaud l'avait nommé colonel.

Dans l'après-midi du 27 mai à 18h, il fut officiellement confirmé que le même jour à minuit le roi Léopold mettait bas les armes. Mon premier sentiment en apprenant la nouvelle, fut que le sort des armées françaises était maintenant réglé et qu'il deviendrait maintenant impossible d'échapper à l'encerclement puis à la reddition. Il n'en était rien, j'avais compté sans les réactions des parlementaires et de leur entourage. Leca m'accueillit d'un air triomphant : *« Enfin nous avons un bouc émissaire »* me dit-il. *« Nous allons pouvoir expliquer au public français qui ne comprend rien à notre défaite que tout est survenu par la faute du roi des Belges et de ses conseillers et que nous avons été trahis dès le jour où nous avons franchi la frontière. Nous allons stigmatiser la conduite de ce roi et cela va fournir un thème magnifique au discours radiodiffusé que M. Reynaud va prononcer ce soir. »*

Ainsi peu de temps après notre retour de Londres, le climat avait-il considérablement changé. Le général Weygand à en juger par ses conversations avec Charles-Roux et avec moi, paraissait moins catégorique dans son pessimisme qu'au Comité de Guerre du 25. Je sus par notre agent de liaison avec l'Amirauté, le capitaine de Vaisseau Deleuze, que l'amiral Darlan avait, lui aussi de son côté, mit le commandant en chef contre les activités tortueuses de M. Baudoin, l'attitude du roi des Belges, l'indignation qu'elle soulevait paraissait une utile leçon que l'on paraissait vouloir comprendre. Je parle du discours de Reynaud et je lui ai dit, à Reynaud à ce moment-là, que je ne lui servais plus à rien puisque les choses avec la Belgique et l'Angleterre, sur le plan diplomatique, étaient acquises et que j'allais demander à regagner mon régiment. Alors Hoppenot et

Rochat m'abjurèrent de rester là où j'étais : « *Il ne faut pas vous laisser abattre par des mouvements passagers. De plus M. Daladier ne restera certainement pas au Quai d'Orsay, le Président du Conseil reprendra le portefeuille des Affaires Etrangères et à ce moment-là nous aurons besoin de vous. Votre devoir est de rester, si désagréable que cela soit.* » Alors le discours de Reynaud était ainsi fait en dépit de mes signes, il ne cessa de vitupérer par erreur le roi Léopold II mort depuis trente ans. Il s'en amusa beaucoup mais il était si satisfait de son discours qu'il voulut saisir ce prétexte pour le répéter.

Il y a eu Dunkerque à ce moment-là, les troupes anglaises évacuées des Flandres rentraient en Angleterre et Spears intervint en notre faveur, une dernière tentative avait été tentée auprès de Mussolini par François-Poncet. M. Charles-Roux arriva sur ces entrefaites, il lui lut posément les deux documents et les rendit au Président du Conseil en disant avec la solennité dont il entourait naturellement tous ses gestes : « *Les deux pièces ont été dissimulées au Secrétaire général du Quai d'Orsay. Vous voyez, Messieurs* » dit alors M. Reynaud en se tournant, « *on n'a pas jugé à propos de mettre au courant M. Charles-Roux* ».

**M. Vaïsse** : Quelle a été l'attitude des diplomates français quand vous étiez là, aussi bien Hoppenot, Rochat, Charvériat, M. Charles-Roux, vous-même vis-à-vis de l'armistice, c'est-à-dire au fond de la rupture entre la France et la Grande-Bretagne à ce moment-là ?

**R. de Margerie** : Ils ont été favorables à l'armistice, enfin, on ne peut pas dire que Rochat et tous ces... aient été favorables à l'armistice. Rochat était un ancien combattant de la guerre de 1914-1918, il s'était très bien conduit. Ensuite il a été entraîné à faire des choses contestables mais, ceci dit, ils étaient plutôt favorables à la fermeté, les diplomates français. Charles-Roux et Hoppenot n'étaient pas favorables à l'armistice du tout.

Alors dernier papier, la situation à Dunkerque occupe la plus grande partie de notre temps, il pensait qu'Abrial retranché dans une casemate d'où il dirigeait l'amiral des forces de la place, on considérait que du côté anglais la résistance était atteinte.

Churchill vient à Paris, on réunit le Conseil Suprême, il donne la parole à Attlee<sup>37</sup> qui se signale par une déclaration du même ordre que celle qu'il avait faite quelques jours auparavant concernant l'Italie.

Le Premier ministre m'avait prié de passer le soir à l'ambassade d'Angleterre à 7h45 le 31 mai. Je me rendis d'abord à l'hôtel Crillon où sa suite était descendue pour rédiger l'accord avec le général Sir John Dill et le général Ismay les conclusions du Conseil Suprême. Cela nous prit un certain temps et j'attendis ensuite pendant une demi-heure dans le bureau de M. Winston Churchill.

Quant à..., il a tricoté dans les escaliers de l'ambassade d'Angleterre qui sont compliqués, il ne s'y retrouvait pas et alors il rugissait. On l'a retrouvé, on l'a prié de s'asseoir et il est revenu sur les déclarations qu'il avait faites pendant l'après-midi au Conseil Suprême : *« Il peut vous paraître surprenant »* me dit-il *« que moi, citoyen anglais, je souhaite actuellement l'invasion de la Grande-Bretagne et vous pouvez m'en croire, je suis parfaitement sincère à ce sujet. En effet, j'ai la conviction profonde qu'une telle tentative de la part de l'Allemagne se heurterait à une résistance farouche de mon pays et qu'elle exercerait une influence décisive sur l'attitude des États-Unis. »*

Le Premier ministre m'assura qu'il ne négligerait rien pour hâter les envois de troupes. En me reconduisant vers la porte, il me dit soudain, *« Était-ce une boutade de votre part quand vous m'avez dit il y a quinze jours que la France aurait peut-être à se battre successivement sur la Seine, sur la Loire, sur la Garonne et que le Gouvernement aurait besoin de se retirer en Afrique du Nord ? »*

*« Je conçois »* repris-je *« que le propos vous ait surpris car vous ne pouviez savoir comme nous le 16 mai combien la situation est grave. Je n'ai jamais été plus sérieux et je reste convaincu que nous devrions multiplier les préparatifs en vue de toutes ces éventualités »*. *« Je compte sur vous »* me dit-il en me congédiant, *« pour maintenir une liaison étroite avec Londres. »*

---

<sup>37</sup> Clement Richard Attlee, 1er comte Attlee, né le 3 janvier 1883 à Londres et mort le 8 octobre 1967 dans la même ville, est un homme d'État britannique, leader du Parti travailliste de 1935 à 1955 et Premier ministre du Royaume-Uni de 1945 à 1951.

À ce qui restait de l'armée française, à ce qui pouvait se préparer de l'armée anglaise, on pouvait se raccrocher à l'Afrique du Nord mais d'un autre côté, il y avait une équipe considérable de gens parmi lesquelles de nombreuses personnalités, qui siègent aujourd'hui à la Commission des Affaires étrangères, qui étaient d'avis que l'empire était un mythe, que l'on ne pouvait rien obtenir en Afrique du Nord et que, par conséquent, on ne pouvait que capituler. Alors, on se partageait en somme en deux camps égaux ou à peu près égaux. Le grand public qui n'était pas au courant de ce qui se passait et de nos difficultés avec les Anglais, était hostile à l'armistice, certainement, il n'y a pas de doute. Mais il y avait un public influent qui était partisan de l'armistice parce qu'il croyait en savoir plus long que les autres et, oui, c'est à peu près cela, je crois.

Fin de l'entretien